

Dérives inquiétantes en Pologne

Jean-Yves Potel

Number 793, November–December 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86718ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Potel, J.-Y. (2017). Dérives inquiétantes en Pologne. *Relations*, (793), 10–11.

nales étrangères derrière la plupart de ces grands projets. Ainsi, non seulement met-on à risque la survie des peuples autochtones de l'Amazonie, le patrimoine naturel et culturel du pays et la stabilité climatique, mais aussi les finances publiques, qui seront minées par les dettes que laisseront à coup sûr ces projets pour les décennies à venir.

Le portrait peut donc sembler décourageant, notamment pour ceux et celles qui ont jadis vu dans l'arrivée au pouvoir du MAS une source d'espoir. La répression étatique de toute forme de résistance et même de toute critique s'intensifie en effet chaque jour. Sur le terrain, il n'est pas rare d'entendre des leaders autochtones dire «s'il m'arrive quelque chose, je veux que vous sachiez que c'est le gouvernement qui en est responsable». Malgré le pessimisme ambiant, ce qui a toujours fait la force de la Bolivie permet aujourd'hui d'alimenter une nouvelle lueur d'espoir: ses mouvements sociaux. Devant la répression et l'autoritarisme croissants de l'État, des alliances se tissent. De celles qui, par le passé, ont montré qu'elles pouvaient déplacer des montagnes². ©

* Traduit de l'espagnol par Emiliano Arpin-Simonetti

1. Voir E. B. Araoz, «Bolivie: les paradoxes du gouvernement Morales», *Relations*, n° 784, mai-juin 2016.

2. Voir «Les Autochtones de Bolivie et d'Équateur, des sources d'inspiration. Entrevue avec Denis Langlois», *Relations*, n° 790, mai-juin 2017.

DÉRIVES INQUIÉTANTES EN POLOGNE

Les réformes ultra-nationalistes du parti Droit et Justice au pouvoir se poursuivent.

Jean-Yves Potel

L'auteur est écrivain et historien, spécialiste de la Pologne

Les tensions montent au sein de l'Union européenne. Une procédure d'infraction à l'État de droit a été ouverte l'an dernier contre le gouvernement polonais. Le vice-président de la Commission, Frans Timmermans, le président français, Emmanuel Macron et la chancelière allemande, Angela Merkel, expriment une même préoccupation. «Nous ne pouvons pas nous taire», disait Angela Merkel, fin juillet.

Que se passe-t-il en Pologne? Formé après les élections de l'automne 2015, le gouvernement s'est fait élire sur un programme populiste, national et conservateur. Il répondait aux mécontentements à l'égard des gouvernements précédents de centre droit ultralibéral, perçus comme responsables d'un accroissement des inégalités socioéconomiques, d'une nouvelle insécurité sociale et de corruptions morales sinon matérielles. Sur cette base, le parti Droit et Justice (PiS, selon l'acro-



Vigile citoyenne dans les rues de Poznań, en Pologne, le 20 juillet 2017, pour s'opposer aux réformes de la justice du gouvernement. Photo: Flickr/Sakuto.

nyme polonais) de Jarosław Kaczyński et d'Andrzej Duda (nouveau président de la République), s'est allié avec le mouvement protestataire Kukiz'15 animé par l'ancien rocker Pawel Kukiz, fort de 21% des suffrages et proche de l'extrême droite. Légiférant à toute allure et avec détermination, la coalition s'est lancée dans un «bon changement», selon leur slogan, remettant en cause nombre des acquis de ces 25 dernières années suivant la chute du communisme.

Le gouvernement a surpris en commençant par des réformes institutionnelles. Non annoncées lors des campagnes électorales, elles aboutissent toutes à une mainmise autoritaire du PiS sur les institutions (réforme du Tribunal constitutionnel, nominations d'amis politiques dans les médias publics, contrôle des services de renseignement, des institutions judiciaires, de l'éducation, etc.). Ces réformes remettent en cause les principes mêmes de l'État de droit inscrits dans les traités européens ratifiés par la Pologne, notamment le principe de sépara-





tion des pouvoirs. Cette offensive est doublée de mesures sociales coûteuses qui profitent du bon état de l'économie (hausse des allocations familiales et des salaires, réduction de l'âge de départ à la retraite, etc.), une redistribution qui flatte la base sociale du gouvernement – et creuse les déficits. S'y ajoute une forte charge idéologique qui réquisitionne l'ensemble des moyens de l'État, des médias aux programmes scolaires, pour exalter le patriotisme et l'héroïsme d'une Pologne catholique abandonnée et pour réécrire l'histoire, y compris celle des changements survenus depuis 1980. Lech Wałęsa, par exemple –président du syndicat Solidarność durant le régime communiste– n'aurait été qu'un minable leader local, agent de la police communiste... Sur le front diplomatique, la Pologne s'isole, refuse de respecter ses engagements européens sur les migrants ou l'environnement. Elle se retrouve ainsi seule avec la Hongrie –elle-même fortement critiquée pour ses atteintes à l'État de droit– tout en développant une agitation antigermanique, antirusse, antimusulmane, antieuropéenne, bref, anti-tout!

Ces politiques se heurtent pourtant aux mécontentements de la société polonaise. Depuis 18 mois, trois grandes vagues de manifestations spontanées ont rassemblé des foules immenses dans toutes les villes du pays: au printemps 2016 pour la «défense de la démocratie», à l'hiver 2016-2017 contre l'interdiction totale de l'avortement, et au printemps-été 2017 contre les réformes de la justice. Des corps professionnels –travailleurs de la santé, enseignants– sont alors descendus dans la rue contre les réformes.

La société polonaise est de plus en plus divisée en deux camps déterminés, d'au-

diences équivalentes, même si le soutien du gouvernement domine dans les sondages (autour de 35% et 40% pour le PiS, 10% pour Kukiz'15). La polarisation de la société est forte, bien que seuls les contestataires descendent dans la rue. L'opposition politique, qu'elle soit libérale ou de gauche, ne parvient cependant pas à capter cette contestation sur le plan électoral pour le moment. Le parti sortant –la Plateforme civique, centre droit– est déconsidéré, son audience (de 26% à 30%) est surtout locale et concentrée dans les villes les plus peuplées; aucun renouvellement du leadership national ne semble émerger. Un autre parti, plus récent, Nowoczesna («Moderne»), libéral de centre gauche, ne parvient pas à le supplanter avec ses 7% à 10%, malgré sa participation active aux manifestations. Quant à la gauche, qui n'a plus de représentants au Parlement alors qu'environ 10% à 15% du corps électoral pourrait la soutenir, elle est divisée et impuissante.

Le gouvernement PiS dirigé par la première ministre Beata Szydło profite donc de ces divisions. Mais la radicalité de ses orientations exacerbe les tensions sociales: les réformes de l'éducation et l'imposition de nouveaux programmes scolaires ultranationalistes, ou bien les attaques contre certains journalistes indépendants, la liberté des médias ou le libre accès à Internet, ont dominé la rentrée cet automne. De plus, en persévérant dans ses atteintes à l'État de droit malgré les pressions européennes, le gouvernement s'expose à des sanctions. Surtout, l'on voit apparaître des contradictions au sein de la majorité: le président Andrzej Duda, issu du PiS, a mis son veto, en juillet, contre deux lois adoptées par la majorité gouvernementale portant sur l'organisation de la justice. L'épiscopat de l'Église catholique, soutien traditionnel de la majorité, et même le parti allié Kukiz'15, ont exprimé leur solidarité avec le président. Par le biais d'une déclaration, les évêques se désolidarisent également de la campagne antigermanique réclamant de nouvelles réparations pour les dommages subis lors de la Deuxième Guerre mondiale. Assistons-nous à une fissure dans le monopole du PiS? Rien n'est certain, mais en cet automne 2017, le PiS a aussi de quoi s'inquiéter. ☹

Année de l'éducation des adultes

Dans la foulée de son 70^e anniversaire, l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) a lancé en septembre dernier une campagne «de valorisation et de célébration de la riche histoire de l'éducation des adultes, qui est malheureusement méconnue». Celle-ci se déroulera jusqu'en septembre 2018. L'ICEA lancera pour l'occasion un site Web dédié à cette histoire, avec lequel il souhaite faire connaître les différents acteurs qui ont œuvré à l'éducation des adultes au Québec et leur contribution au fil du temps. L'Institut invite donc tous les organismes, instituts, réseaux, chercheurs et chercheuses à leur soumettre différents documents d'archives pour alimenter le site et mettre en valeur leurs propres actions dans ce domaine. Des événements publics et la diffusion d'informations et de publications sont aussi prévus dans cette optique tout au long de cette année de célébration. Voir <icea.qc.ca>.

Viser la justice sociale

La Coalition Main Rouge a lancé récemment une nouvelle campagne de défense des programmes sociaux et des services publics intitulée «Viser la justice sociale: récupérer notre trésor collectif» et a tenu dans ce cadre une manifestation nationale le 28 octobre dernier à Montréal pour sensibiliser la population à la sauvegarde du filet social québécois. La Coalition rappelle que les surplus budgétaires historiques qu'a enregistrés le gouvernement Couillard –de l'ordre de 4,5 milliards de dollars en 2017– sont le résultat d'importantes compressions dans les services publics, le financement des organismes communautaires et les programmes sociaux, notamment. La Coalition Main Rouge souhaite ainsi combattre le cercle vicieux du néolibéralisme, qui conduit les gouvernements à sabrer les dépenses, pour ensuite utiliser les surplus générés afin de réduire les impôts, sapant ainsi leurs revenus futurs et la capacité de l'État de jouer son rôle social. La campagne souligne que ces politiques n'ont rien d'inéluctable, qu'il existe d'autres voies, notamment celles proposées dans le document «10 milliards de solutions» produit par la Coalition lors de sa précédente campagne. Voir <nonauxhausses.org>.